

SENSIBILITE A L'ENVIRONNEMENT, ACTION PUBLIQUE ET FISCALITE ENVIRONNEMENTALE

L'opinion des français en 2022

SYNTHESE

Sept.
2022



EXPERTISES

REMERCIEMENTS

Patrick Jolivet (ADEME), Anaïs Rocci (ADEME).

CITATION DE CETTE NOTE DE SYNTHÈSE

ADEME, CREDOC (Charlotte Millot, Jörg Müller), 2022, Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2022, 20p.

Cette note de synthèse est disponible sur <http://www.ademe.fr> et <http://www.credoc.fr>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2020002160

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : CREDOC
Coordination technique - ADEME : Anaïs Rocci,
Direction : Direction Exécutive Prospective et Recherche

RÉSUMÉ

Cette note de synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC. L'enquête a été menée en janvier 2022. Des points de comparaison avec les enquêtes précédentes ont été établis et certaines comparaisons longitudinales remontent en historique jusque dans les années 1980/1990.

En résumé, les préoccupations environnementales reculent légèrement par rapport à l'année précédente, mais restent parmi les sujets qui inquiètent le plus nos concitoyens. Les chantiers prioritaires au cœur des transformations futures sont clairement annoncés. Dans un contexte de crispation autour des prix de l'énergie, de baisse du pouvoir d'achat et d'inquiétudes sur le plan sanitaire, les Français continuent de soutenir fortement une action vigoureuse et sans concession contre le réchauffement climatique. Globalement, la population souhaite que les pouvoirs publics agissent : 84% souhaitent que les mêmes moyens soient déployés pour la lutte contre le réchauffement climatique que pour la lutte contre le COVID-19 (77% en mai 2020) et 60% de nos concitoyens estiment que la « transition écologique » devrait constituer le domaine d'action prioritaire des collectivités territoriales. En revanche, l'arbitrage entre règles collectives de protection de l'environnement et préservation des libertés individuelles divise : 46% des Français considèrent que les politiques publiques doivent encadrer les comportements individuels potentiellement nocifs pour l'environnement, alors qu'une proportion légèrement plus élevée (49%) préconise la préservation des libertés individuelles même si celles-ci vont à l'encontre de la protection de l'environnement. Aussi, dans un contexte de relative fragilité économique, le soutien à la fiscalité environnementale recule, mais reste important. 57% de la population se prononce en faveur d'une taxe carbone sous conditions (-4 points par rapport à 2021). De même, près d'un Français sur deux soutiendrait la mise en place de quotas individuels de CO2 et favoriserait l'idée de quotas répondant à une logique de variabilité plutôt que la création de quotas universels qui seraient les mêmes pour tous.

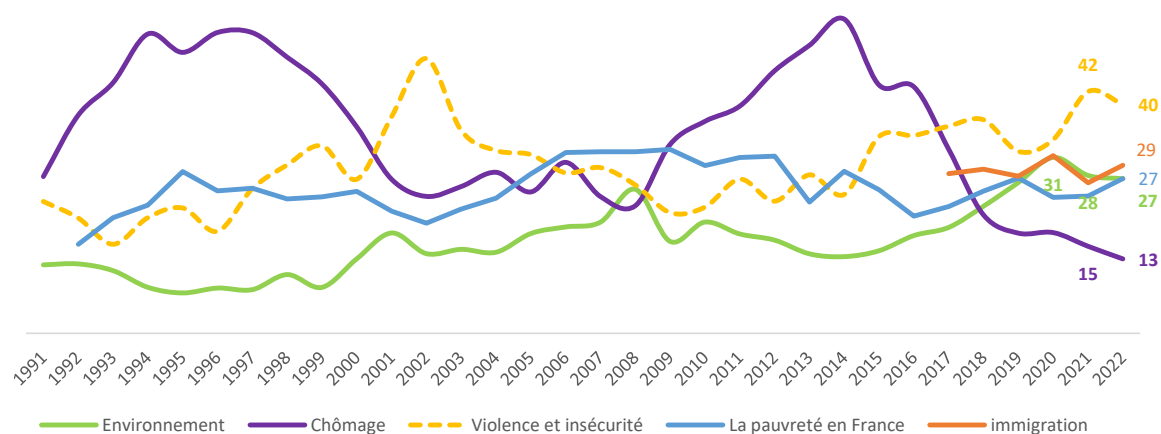
Enfin, interrogés sur les changements de la société future, les Français souhaitent des services publics plus forts, une société avec moins d'inégalités, plus de démocratie et un accent mis sur l'écologie. Par rapport à 2021, ils pensent davantage que la plupart de ces changements adviendront à moyen et à court terme.

1. En 2022, les préoccupations environnementales se sédimentent dans l'opinion publique

Dans un contexte socio-économique fragile, les préoccupations vis-à-vis de la dégradation de l'environnement perdent légèrement du terrain mais se maintiennent néanmoins dans le trio des craintes les plus évoquées par les Français (ex-aequo en 3^{ème} position avec la pauvreté en France). Seules la violence et l'insécurité et l'immigration inquiètent davantage. Le contexte pré-électoral peut expliquer la hausse de ces préoccupations, traditionnellement mises en avant pendant ces périodes. Il convient également de rappeler que le terrain d'enquête s'est déroulé avant le début de la guerre en Ukraine, d'où les faibles citations des items « tensions internationales » et « l'Europe ». Publié le 18 mars 2022, l'enquête préélectorale d'IPSOS faisant état des préoccupations des Français place, pour sa part, le pouvoir d'achat en tête (53%) suivi par la guerre en Ukraine (44%) et l'environnement (26%) qui se maintient donc dans le trio de tête.¹

L'importance accordée par les Français aux questions environnementales est confirmée dans une perspective comparative. Les résultats d'une enquête Eurobaromètre montrent que le niveau de préoccupation des Français à l'égard du changement climatique est supérieur à la moyenne observée à l'échelle européenne. Il en va de même pour la proportion de Français qui se déclarent prêts à agir pour la protection de l'environnement à leur niveau. 69 % des personnes interrogées en France déclarent contribuer à leur échelle à la lutte contre le changement climatique, contre 64 % pour l'Union européenne à 27 (UE27)².

Graphique 1 – Les préoccupations environnementales diminuent légèrement mais restent parmi les principales préoccupations des Français
Parmi les sujets suivants*, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – Trois sujets choisis parmi une liste de 11



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

*Parmi 11 sujets : le chômage, la dégradation de l'environnement, les maladies graves, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

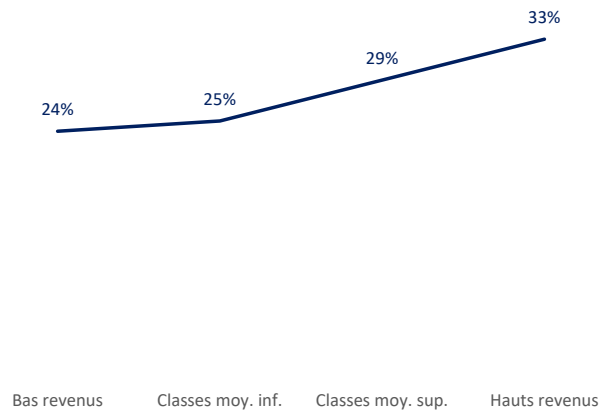
Toutefois, et plus en détail, les préoccupations pour l'environnement ne sont pas pareillement partagées par l'ensemble du corps social. Par exemple, le niveau de vie joue de façon significative sur le niveau de ces préoccupations : 33% des hauts revenus citent la dégradation de l'environnement parmi les deux principaux sujets de préoccupation, contre 25% des classes moyennes inférieures et 24% des bas revenus. Les catégories modestes ont leur regard tourné vers d'autres sujets d'actualité plus en lien avec la situation

¹ IPSOS/CEVIPOF, Enquête électorale 2022, vague 7, mars 2022.

² Eurobarometer, EBS 513, Climate change, avril 2021, données publiées en septembre 2021.

économique de leur ménage (pouvoir d'achat, prix de l'énergie etc.). En effet, la pauvreté en France constitue la principale préoccupation chez les bas revenus (37%), suivie de justesse par la violence et l'insécurité (36%)

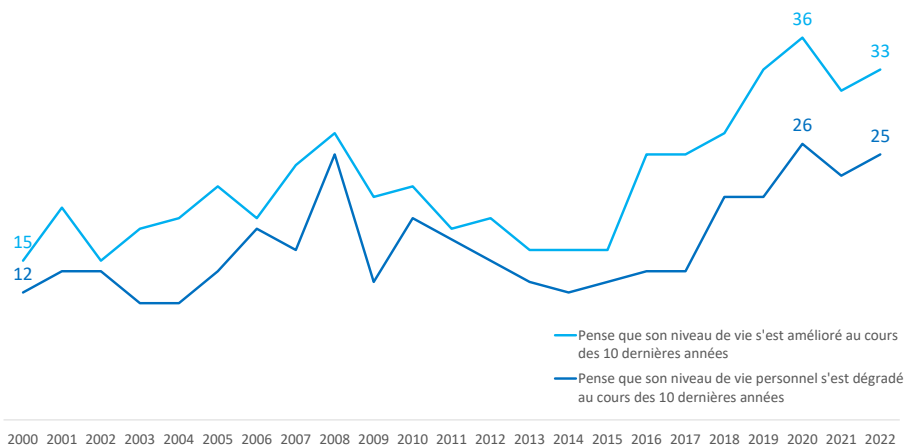
Graphique 2 – Proportion de Français citant « la dégradation de l'environnement » parmi les deux principaux sujets de préoccupation selon le niveau de vie



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, début 2022

Sur le long terme, cette corrélation entre niveau de vie et préoccupations pour la dégradation a tendance à s'accroître et à se stabiliser. Ainsi, en 2022, 25% des personnes qui estiment que leur niveau de vie s'est dégradé au cours des dix dernières années se préoccupent de l'environnement, contre 33% des personnes estimant que leur niveau de vie s'est amélioré. L'écart entre ces deux catégories s'est creusé depuis 2016 et varie depuis entre 6 et 11 points alors qu'il n'a jamais excédé les 10 points d'écart entre 2000 et 2015.

Graphique 3 – La proportion de Français se préoccupant de la dégradation de l'environnement selon la perception de l'évolution du niveau de vie au cours des 10 dernières années

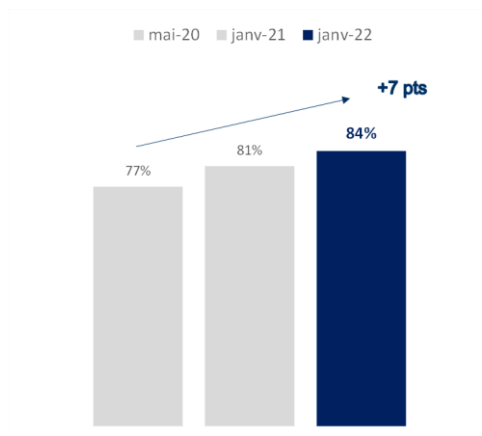


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

2. L'enjeu de la transition écologique au cœur de l'action publique

Il est notable que dans un contexte de crispation autour des prix d'énergie, de baisse du pouvoir d'achat et de sortie de crise sanitaire, les Français continuent de soutenir fortement une action vigoureuse et sans concessions contre le réchauffement climatique. En 2022, 84% (+3 points par rapport à janvier 2021 et +7 points par rapport à mai 2020) souhaitent que la lutte contre le réchauffement climatique mobilise autant de moyens que la lutte pour contrer la crise sanitaire.

Graphique 4 – Les pays du monde entier mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? Total de 'oui tout à fait' et 'oui plutôt'

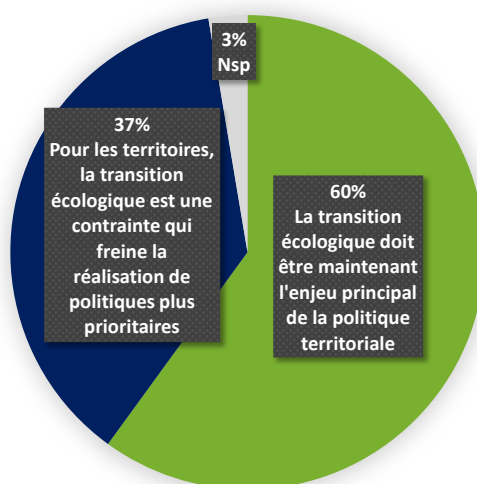


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

L'Etat central n'est cependant pas le seul acteur attendu pour agir efficacement pour la protection de l'environnement et en faveur de la transition écologique. Au niveau Européen, d'après l'enquête Eurobaromètre, fin 2021, 32% des Européens et 38% des Français considéraient que les problèmes environnementaux et le changement climatique constituent le principal problème auquel l'UE doit faire face. Dans les 27 pays membres mais aussi en France, cet item figure à la deuxième place des problèmes les plus cités³. Mais les préoccupations environnementales se déclinent aussi au niveau local. Dans la présente enquête, **60% des personnes interrogées estiment que la transition écologique constitue l'enjeu principal de la politique territoriale**. L'expression de ces opinions est particulièrement forte chez les cadres (67%), les diplômés du supérieur (66%) et les personnes n'ayant pas du tout le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics (68%). **A l'inverse 37% des Français considèrent que la transition écologique est une contrainte qui freine la réalisation de politiques plus prioritaires**. Une opinion plus répandue chez les ouvriers (52%), les personnes qui habitent une ville de moins de 50 000 habitants (42%) ou qui se déclarent Gilet Jaune (47%).

³ Cf. Eurobaromètre spécial 517, L'avenir de l'Europe, septembre-octobre 2021. <https://webgate.ec.europa.eu/ebsm/api/public/deliverable/download?doc=true&deliverableId=79912>

Graphique 5 – Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

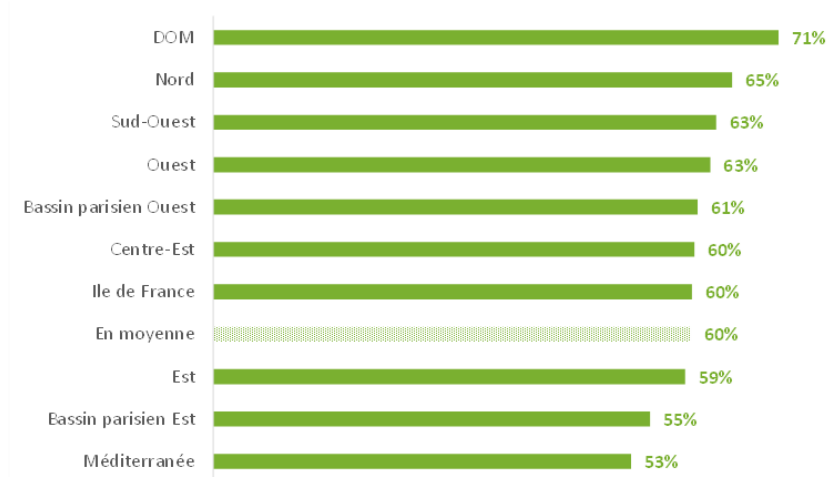


Source : CREDOC, Etude réalisée pour l'ANCT, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, début 2022

A noter que certaines variables socio-démographiques telles que le sexe ou encore l'âge ne jouent pas de façon significative sur la perception de la transition écologique dans les territoires. On observe en revanche d'assez nettes variations selon les régions d'habitation des répondants : les DROM, le Nord et l'Ouest de France affichent des scores favorables à la transition écologique supérieurs à 63 % alors que les habitants des régions méditerranéennes et de l'Est sont plus de 40 % à considérer la transition comme une contrainte.

Graphique 6 – Proportion de personnes qui considèrent que l'écologie doit être maintenant l'enjeu principal de la politique territoriale*

Selon les Régions



Source : CREDOC, Etude réalisée pour l'ANCT, enquête Conditions de vie et aspirations des Français, début 2022

* Libellé : Quelle est l'opinion que se rapproche le plus de la vôtre ?

Réponse : La transition écologique doit être maintenant l'enjeu principal de la politique territoriale

Au-delà de l'échelon territorial et étatique comme levier d'action en faveur de la transition écologique, les données du CREDOC montrent une nette appétence de nos concitoyens pour un modèle multi-acteurs qui partagerait les responsabilités des politiques environnementales et impliquerait l'ensemble des acteurs d'un territoire. A la question de savoir quel acteur devrait être mobilisé en priorité pour engager la transition écologique dans un territoire les réponses se ventilent de façon assez équilibrée : 29% citent l'Etat, 28% les citoyens, 22% l'administration et les intercommunalités et 18% les entreprises locales.

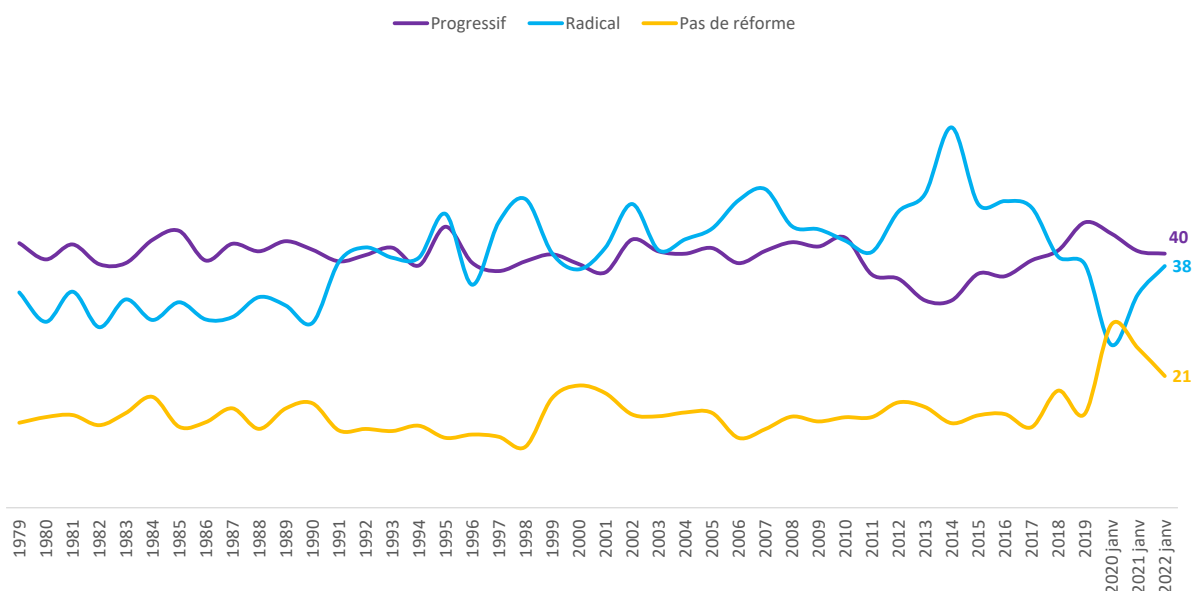
3. Le sentiment que le monde va devoir changer est prégnant mais la question des modalités de cette transition divise

Face au défi environnemental et de la transition écologique deux visions de l'économie peuvent s'affronter. La première propose de rompre radicalement avec le système économique et social actuel à travers une profonde remise en question des mécanismes productivistes, du capitalisme et de la consommation de masse⁴. Ainsi, André Gorz écrit dans son ouvrage posthume « *Il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis cent cinquante ans. [...] La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux.* »⁵ Plus qu'une transition vers une version plus écologique de la société actuelle, il s'agit d'un changement radical de société. Le second modèle, plus réformiste, envisage de transformer et d'utiliser les mécanismes économiques existants (taxes, subventions, réglementations, législation) pour répondre aux défis de la transition écologique⁶.

Dans leur ensemble, est sans préjuger des motifs pour lesquels ils le font, 78% des Français expriment en 2022 le souhait de voir la société se transformer, contre 73% en 2021, soit une progression de +5 points. La proportion qui souhaite un changement radical de la société et celle qui préconise des changements progressifs sont pratiquement identiques : respectivement 40% et 38%. Ainsi, la proportion de ceux qui souhaitent un changement radical revient au niveau de 2019, à savoir d'avant la crise sanitaire.

Les Français qui adhèrent davantage aux changements progressistes se disent plus souvent préoccupés par la dégradation de l'environnement (29%) que ceux qui souhaitent une réorientation radicale de la société (25%).

Graphique 7 – Proportion de Français qui souhaitent un changement « progressif » ou « radical » de la société*



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

* Le graphique présente les résultats d'une question composite posée en deux temps. Question 1 : Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément (oui/non/nsp). (si oui) Question 2 : Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?

⁴ Cf. Serge Lalouche, Didier Harpagès, Le temps de la décroissance, Paris, 2010.

⁵ André Gorz, Ecologica, Paris, 2008.

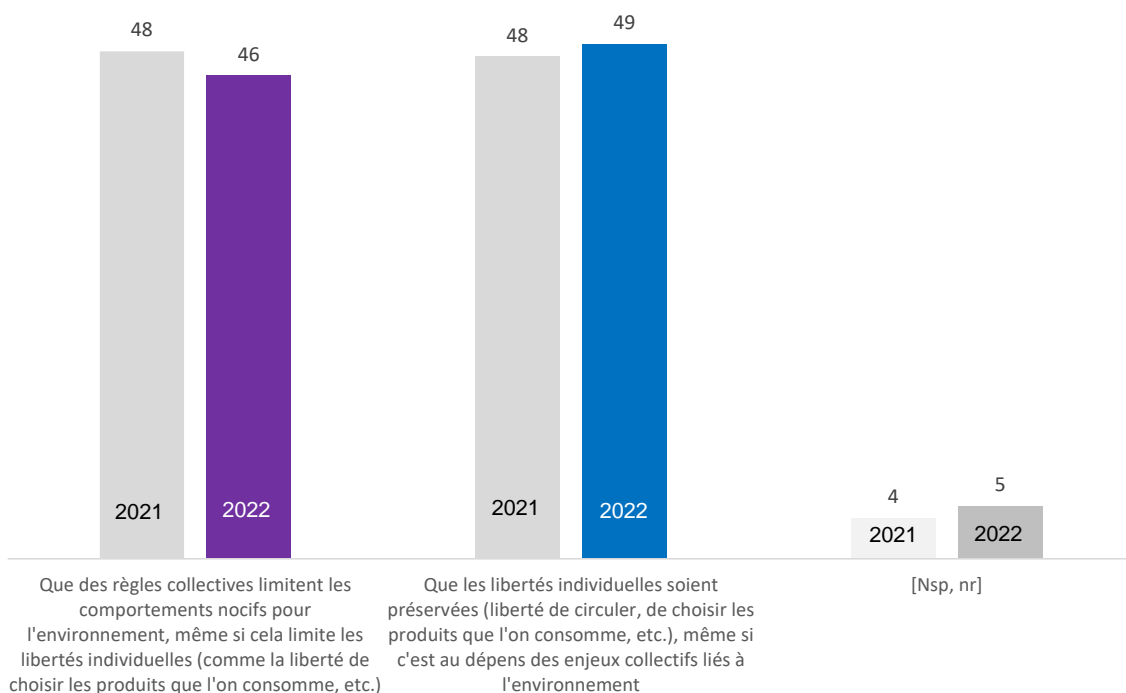
⁶ Cf. Guillaume Bazot, Les coûts de transition écologique, mai 2021.

Les chantiers prioritaires au cœur des transformations futures sont clairement annoncés. Les Français souhaitent **des services publics plus forts**, une société avec **moins d'inégalités**, **plus de démocratie** et un **accent mis sur l'écologie** et pensent que la plupart de ces changements vont arriver à moyen et court terme.

60% se déclarent favorables à un renforcement des services publics essentiels tels que la santé, l'éducation, la recherche, la justice (+2 points par rapport à janvier 2021) ou encore 54% des Français pensent qu'il faudrait davantage impliquer les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité (sans changement).

Si les Français partagent très largement le constat de la nécessité d'agir rapidement et de manière significative, ils sont plus partagés sur les modalités de ces politiques. **Notamment la question de l'arbitrage entre règles collectives et protection des libertés individuelles divise l'opinion.** En matière d'environnement, en ce début 2022, l'opinion arbitre désormais légèrement en faveur de la défense des libertés individuelles contre l'encadrement des comportements nocifs. Ainsi, 49% (+1 point par rapport à 2021) pensent que les libertés individuelles, y compris la liberté de circuler, de choisir les produits que l'on consomme, doivent être préservées même si c'est aux dépens des enjeux collectifs liés à l'environnement. A l'inverse, 46% (-2 points) estiment que les règles collectives doivent limiter les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles.

Graphique 8 – Selon vous, la priorité, c'est... (en %)



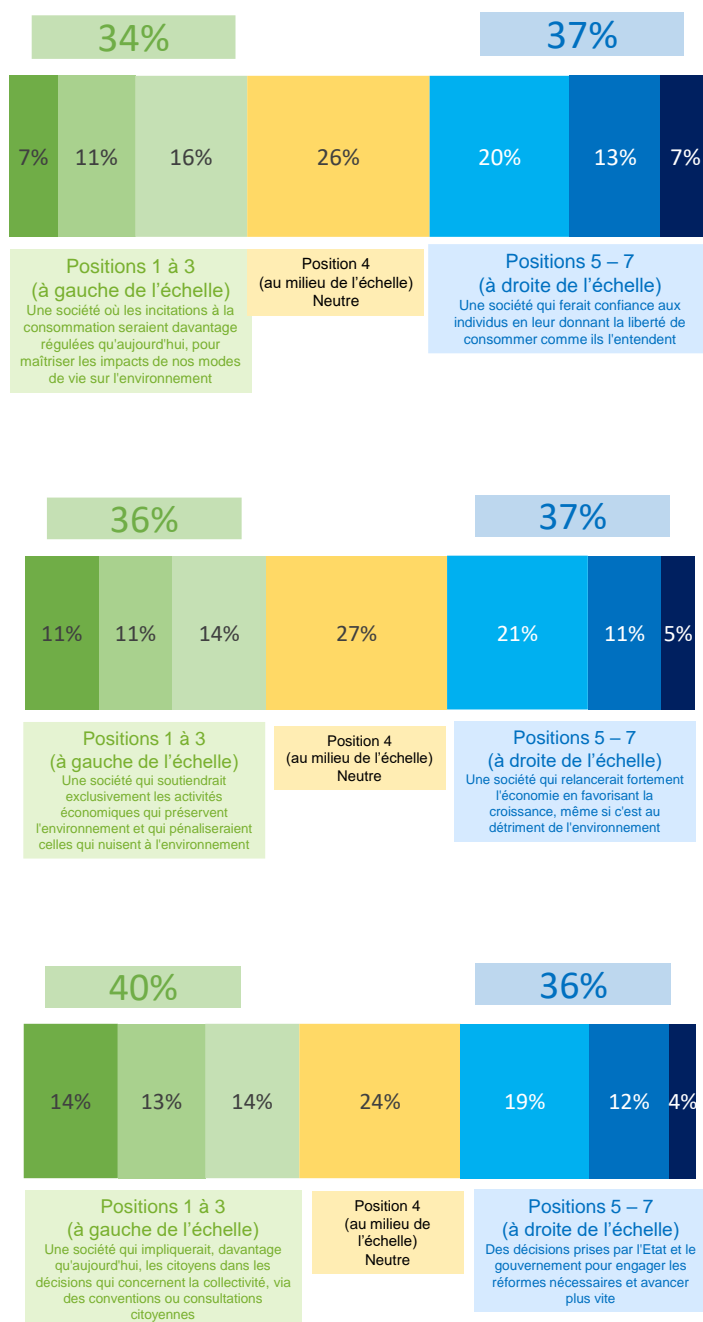
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français

Pour d'autres questions plus détaillées, on retrouve ce même schéma de réponse. 34% des Français préconisent une société où les incitations à la consommation seraient davantage régulées qu'aujourd'hui, pour maîtriser les impacts de nos modes de vie sur l'environnement, tandis qu'une proportion quasiment équivalente (37%) défend plutôt l'idée d'une société qui ferait confiance aux individus en leur donnant la liberté de consommer comme ils l'entendent. 26% ne prennent pas position et adoptent une position neutre. Il en va de même quand il s'agit de déterminer s'il faut donner la primauté à l'écologie face à la croissance économique ou l'inverse. 36% des Français pensent que la société du futur devrait soutenir exclusivement des activités économiques qui préservent l'environnement et qui pénaliseraient celles qui nuisent à l'environnement, alors que 37% considèrent que la société de demain devrait plutôt relancer fortement l'économie en favorisant la croissance, même si c'est au détriment de l'environnement. Et,

quatre Français sur dix (40% exactement) considèrent que la société de demain impliquerait davantage qu'aujourd'hui, les citoyens dans les décisions concernant la collectivité, via des conventions ou consultations citoyennes, alors que 36% pensent que les décisions seraient davantage prises par l'Etat et le gouvernement pour engager les réformes nécessaires au plus vite.

La diminution des inégalités dans la société future convainc le moins les Français. Seuls 9% pensent que les écarts de revenus seraient moins importants dans la société dans un avenir proche et 34% pensent que cette diminution des inégalités se produira tôt ou tard.

Graphique 9 – Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour « le monde d'après », pouvez-vous indiquer à l'aide de l'échelle suivante où se situe votre préférence Positions 1 (à gauche) à 7 (à droite)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, début 2022

On notera la surreprésentation des profils de catégories aisées tels que les hauts revenus, les diplômés du supérieur ou encore de personnes particulièrement sensibles aux questions environnementales (personnes en faveur d'une taxation verte, les personnes sensibles à l'environnement) pour la mise en place de mesures coercitives en faveur de l'environnement quitte à imposer une régulation des habitudes de consommation ou encore des dispositifs sanctionnant des comportements en contradiction avec la protection de la planète.

Interrogés sur la probabilité que la société française s'oriente réellement vers ces changements au cours des 5 prochaines années, 20% de nos concitoyens estiment que la société va consacrer davantage de moyens qu'aujourd'hui aux services publics essentiels (santé, éducation, recherche, justice, etc.). Ils sont même 60% à considérer que cette évolution interviendra « tôt ou tard ». 18% (en deuxième position des sept citations) pensent, qu'au cours des 5 prochaines années, les incitations à la consommation seront davantage régulées qu'aujourd'hui, pour maîtriser l'impact de nos modes de vie sur l'environnement. Ce taux de citation grimpe également à 60% lorsqu'on ôte la mention temporelle, à savoir six Français sur dix estiment que ce changement interviendra tôt ou tard. Enfin, 16% voient la société française évoluer au cours des cinq prochaines années vers une plus grande participation citoyenne et 54% de nos concitoyens considèrent que cette évolution interviendrait tôt ou tard.

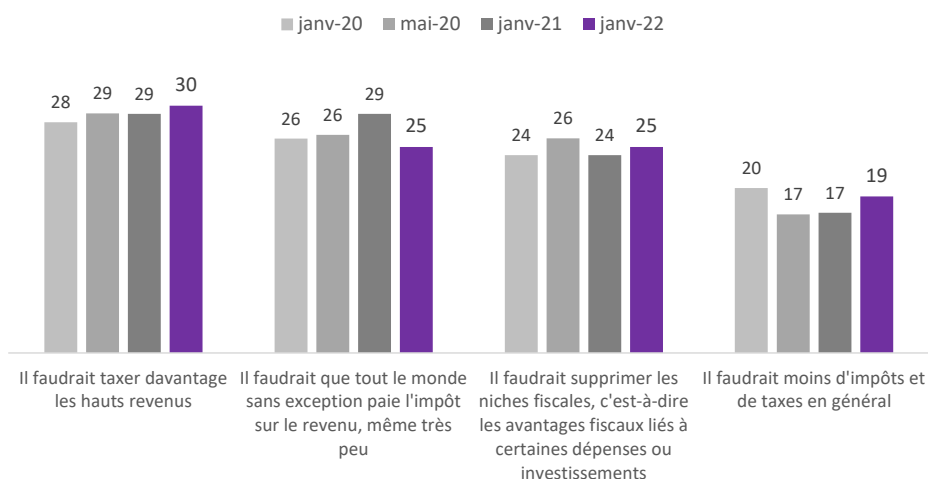
Pour la plupart des propositions testées, cette année les Français se disent plus confiants de leur réalisation dans un avenir proche qu'en 2021.

4. De fortes réticences envers la fiscalité en général

La transition écologique pose la question du financement des mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs climatiques. Les Français entretiennent de longue date une relation conflictuelle avec la question fiscale. Préconisant à la fois un renforcement des services publics et des politiques en faveur de l'environnement, ils ont dans le même temps le sentiment d'être perdants de la redistribution socio-fiscale. En 2021, près de trois quarts des Français (74%) s'estiment perdants de cette redistribution, avec l'impression qu'ils versent davantage aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) que ce qu'ils perçoivent en retour (allocations, école santé, chômage, retraite, etc.). Les retraités (80%) s'estiment particulièrement lésés dans la redistribution socio-fiscale. En revanche, la taille d'agglomération ou encore le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics ne joue pas. Le baromètre des prélèvements obligatoires réalisé par le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO/Cour des comptes) en 2022 confirme ce constat. Alors que pour 80% des Français payer des impôts constitue un acte citoyen, 69% de nos concitoyens se disent insatisfaits du système fiscal. De même, 66% des Français estiment que les ménages aux revenus intermédiaires paient trop d'impôts, et 48% en disent de même pour les ménages les plus modestes, contre seulement 21% pour les plus aisés (CPO/ Cour des comptes). Ainsi, la redistribution des richesses est considérée comme insuffisante par plus d'un Français sur deux (55%). Les impôts sont, par ailleurs, jugés inéquitables. Les taxes sur l'essence ou encore la TVA, par exemple, qui sont les mêmes pour tout le monde, pèsent proportionnellement beaucoup plus sur les ménages modestes que sur les plus riches. Toujours selon le Conseil des prélèvements obligatoires, 80% des Français rejettent toute idée d'une augmentation des impôts ou plus généralement de la charge fiscale. Aussi, par rapport aux évolutions futures, les Français se montrent sceptiques. L'enquête ADEME/CREDOC montre qu'une minorité de 42% (+2 points) estime que les mécanismes de redistribution des richesses prendront plus de place dans la société de demain et seuls un tiers (34%, +1point) s'attend à une société plus égalitaire.

Interrogés sur les mesures qui pourraient rendre la fiscalité plus juste, l'opinion publique hésite entre plusieurs pistes à explorer. La majeure partie de nos concitoyens (30%, +1 point par rapport à 2021 et +2 par rapport à 2020) préconisent une taxation accrue des hauts revenus et soutiennent ainsi l'idée de déporter la charge fiscale sur les catégories aisées de la société. 25% (+1) envisagent de leur côté la suppression des niches fiscales et une proportion identique (25%, -4 points) préconise l'élargissement de l'impôt à tous, alors que 19% s'opposent à toute nouvelle charge fiscale et préconisent plutôt une diminution des impôts et des taxes (+2).

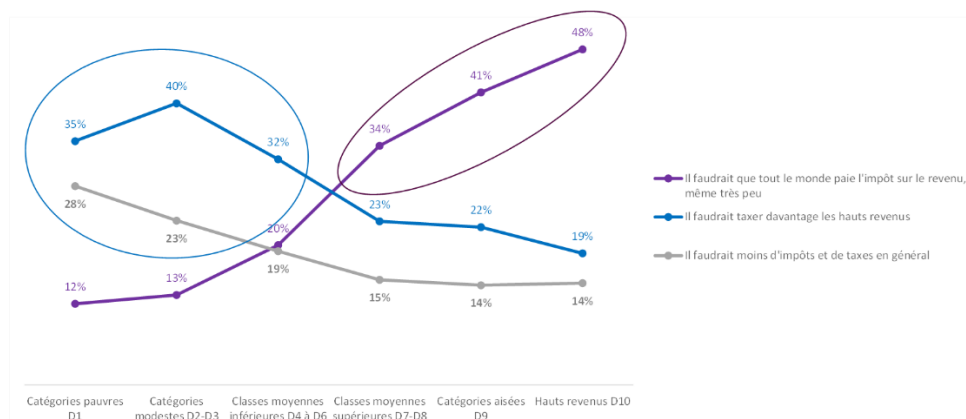
Graphique 10 – Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et efficace ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Le niveau de revenu est particulièrement discriminant dans les réponses qui sont données. Les personnes disposant des revenus les plus confortables optent plus souvent pour l'élargissement de l'impôt à tous, en particulier le 9^{ème} et 10^{ème} décile, alors que la plus grande taxation des hauts revenus recueille la faveur des personnes plus contraintes financièrement, du 1^{er} au 3^{ème} décile. Aussi, les bas revenus sont les plus nombreux à penser qu'il y a de manière générale trop de taxes (28% du 1^{er} décile contre 14% du 9^{ème} et 10^{ème} décile).

Graphique 11 – Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et efficace ? (en %)

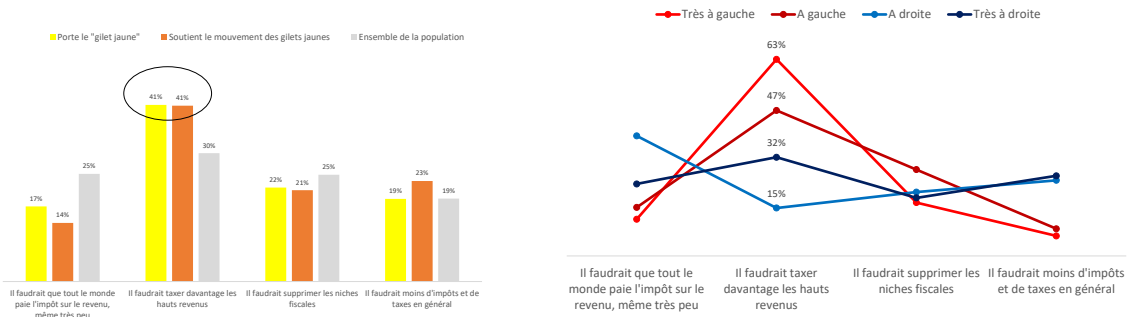


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Cependant, il est notable que lorsqu'on distingue entre bas revenus, classes moyennes inférieures, classes moyennes supérieures et hauts revenus, la catégorie qui enregistre la plus forte progression de personnes qui pensent qu'il faut davantage taxer les hauts revenus concerne les classes moyennes supérieures : 26% en 2022 contre 22% en 2021. Cette proportion reste néanmoins en dessous de la moyenne nationale de 30%. La question d'une plus forte taxation des hauts revenus est également corrélée aux opinions politiques. Les personnes proches du mouvement des gilets jaunes ainsi que leurs soutiens préconisent davantage une telle proposition : 41% contre 30% en moyenne. A l'inverse, elles partagent environ deux fois moins souvent l'idée que tout le monde paie l'impôt sur le revenu, même très peu : 17% des porteurs du « gilet jaune » et 14% de leurs soutiens contre 25% en moyenne. Dans cette même optique, les personnes se situant à gauche ou très à gauche du spectre politique défendent plus souvent une taxation

progressive qui imposerait davantage les hauts revenus, alors que les personnes se situant politiquement à droite ou très à droite optent plus souvent pour moins d'impôts en général.

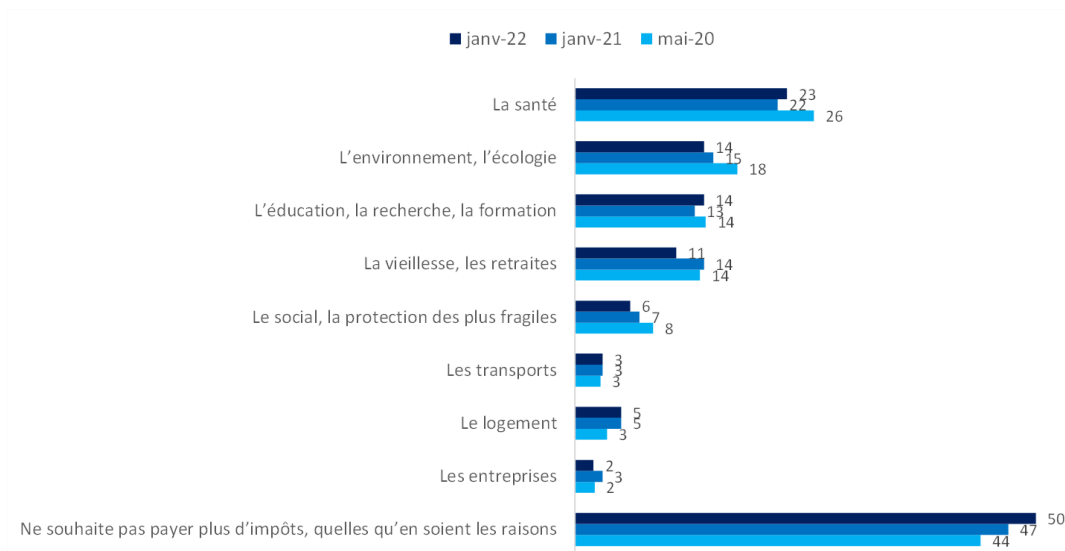
Graphique 12 – Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et efficace ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Dans l'hypothèse d'une augmentation d'impôts pour financer l'action publique, 23% de Français seraient prêts à payer plus d'impôts pour la **santé** (+1 points par rapport à 2021 mais -3 points par rapport à 2020). 14% citent **l'environnement** et autant **l'éducation**. La citation de l'environnement atteint 24% chez les cadres, 21% chez les diplômés du supérieur et 23% chez les personnes qui développent une très forte sensibilité à l'environnement. A l'inverse, la moitié de nos concitoyens ne souhaitent pas payer plus d'impôts, quelles qu'en soient les raisons (50%). En termes d'évolution, on observe notamment la progression de la proportion de personnes ne souhaitant pas d'impôts supplémentaires : +6 points par rapport à mai 2020 et +3 par rapport à janvier 2021. Les différences liées à l'âge sont ici notables. La propension à payer de nouveaux impôts décroît avec l'âge. Par exemple, 61% des sexagénaires et 59% des 70 ans et plus ne souhaitent pas que la charge fiscale augmente, quelles qu'en soient les raisons, contre 38% des moins de 25 ans. A l'inverse, en mettant la focale sur l'environnement force est de constater que la propension à accepter une fiscalité plus forte décroît avec l'âge. 19% des moins de 25 ans et 16% des 25-39 ans seraient prêts à payer plus de taxes pour l'environnement contre seulement 13% des sexagénaires et 7% des 70 ans et plus.

Graphique 13 – Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôt ?
Cumul des deux réponses possibles (en %)



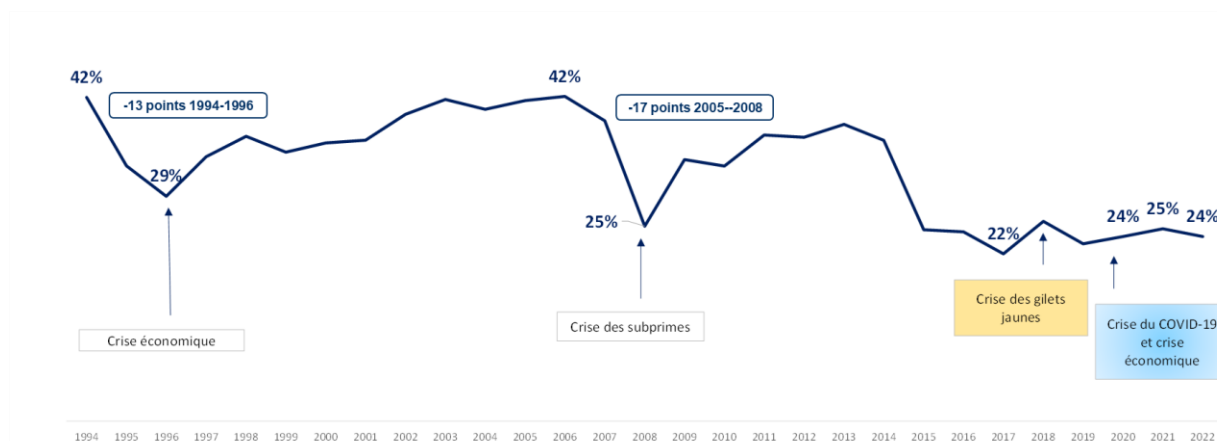
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

5. Depuis 2015, l'acceptation d'une taxe environnementale reste à un niveau bas

L'instauration d'une taxe spécifiquement dédiée à la protection de l'environnement présuppose de valoriser l'environnement via un système de prix et de faire payer ce prix à toute ou partie de la population. Sous cet angle ce type de fiscalité résonne avec les cycles économiques et avec la capacité de la population à pouvoir assumer une charge financière supplémentaire. On constate en effet que le soutien à l'instauration d'une fiscalité environnementale dépend des cycles économiques et sociaux. Chacune des grandes crises économiques des trente dernières années a freiné la disposition de nos concitoyens à payer une taxe directement liée à la défense de l'environnement⁷. La crise des subprimes de 2005-2008 ou la crise économique au milieu des années 1990 avaient entraîné des baisses significatives dans le soutien à une taxe environnementale. Depuis la crise des gilets jaunes, la crise de la covid et les difficultés économiques qui s'en sont suivies, dans un contexte économique tendu autour de la question du pouvoir d'achat, le soutien à l'introduction d'une taxe environnementale reste bas. En janvier 2022, 24% des Français se déclarent prêts à payer une telle taxe, contre 25% en janvier 2021, 24% en janvier 2020 ou encore 23% par rapport à 2019. Depuis 2014, l'acceptabilité de la taxe environnementale oscille entre 22% et 25%.

⁷ S'agissant de la fiscalité environnementale, l'enquête conditions de vie et aspirations du CREDOC pose deux questions distinctes : une première question avec une formulation générale sur l'introduction d'une **taxe en faveur de l'environnement** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? », et une deuxième portant plus spécifiquement sur l'introduction d'une **taxe carbone** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? ».

Graphique 14 – Pour lutter contre la dégradation de l’environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l’environnement (% de « Oui »)



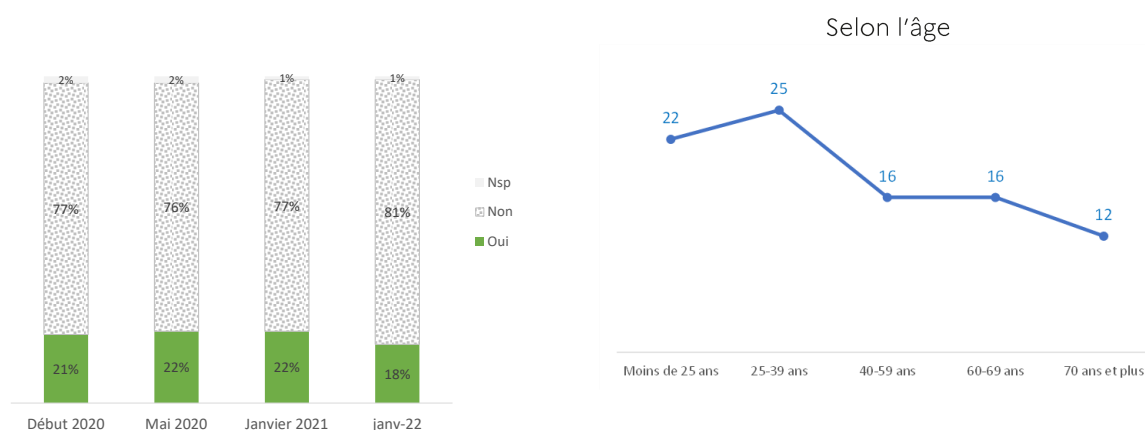
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

Nb. La baisse entre 2014 et 2015 doit être interprétée avec précaution. Le mode de collecte de l’enquête a changé en 2015. Entre 1994 et 2014, les enquêtes ont été réalisées en face à face alors que les suivantes ont été conduites en ligne. Pour certaines questions sensibles (revenus, fiscalité, opinions politiques etc.) l’effet de désirabilité sociale est plus fort en face à face qu’en ligne. A des fins méthodologiques et pour connaître les écarts induits par un changement de mode de collecte, le CREDOC a conduit en 2015 une expérimentation. Une enquête en face-à-face a été réalisée en parallèle de l’enquête online. Les résultats sont les suivants : 27% des répondants du faf se déclarent favorables à l’introduction d’une taxe environnementale alors qu’ils sont 22% dans l’enquête en ligne. Le mode de collecte a donc introduit une distorsion de cinq points.

6. Le soutien à l’introduction d’une taxe carbone recule

Le recul du soutien à la taxe carbone est plus marqué encore. L’acceptabilité d’une telle taxe baisse de 4 points par rapport à janvier 2021. **18% de la population accepterait de payer une taxe spécifique sur les énergies fossiles**, dite « taxe carbone », un chiffre à son plus bas niveau depuis début 2020. Les différences catégorielles sont marquées, notamment en fonction de l’âge. Alors que 22% des moins de 25 ans et 25% des 25-39 ans soutiendraient l’introduction d’une telle taxe, le soutien tombe à 16% chez les 40-69 ans et à seulement 12% chez les 70 ans et plus. Néanmoins, les baisses les plus nettes par rapport à janvier 2021 sont plus marquées au sein des groupes les plus jeunes et favorables à la taxe carbone : -14 points chez les étudiants en un an et -12 points chez les moins de 25 ans, contre -4 points en moyenne, de -6 points chez les 70 ans et plus et une proportion stable (16%) chez les sexagénaires. A cet égard il convient de rappeler que les jeunes ont été fortement fragilisés par la crise sanitaire. Par exemple, 46% des 18-24 ans en emploi avant le 1^{er} confinement ont connu du chômage partiel en mai 2020 (vs 35% chez les 25 ans et plus), 26% sont passés par du chômage technique total vs 15% des plus de 25 ans (Epicov, Inserm Drees). Entre 2019 et 2020, seulement 14% des embauches des moins de 26 ans se sont faites en CDI (Dares 2021) et 9% des 18-24 ans travaillent dans le secteur de l’hébergement ou de la restauration, contre 5% des 25-29 ans et 3% des 30-64 ans (Insee portrait social 2021).

Graphique 15 – Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?

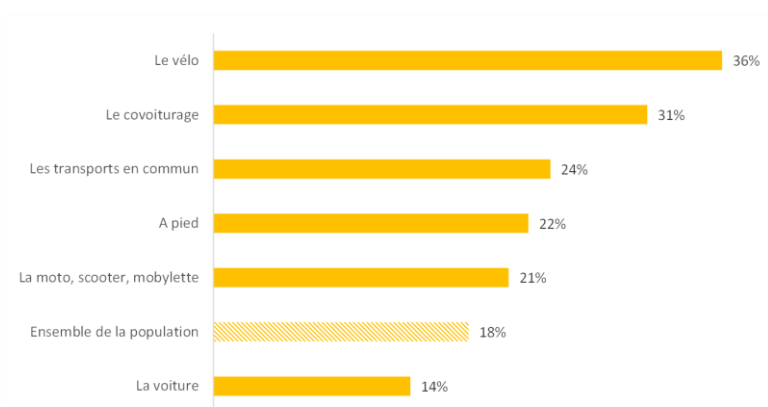


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

Parmi les transformations probablement pérennes induites par la crise sanitaire, certaines ont eu un impact sur l'acceptabilité de la taxe carbone. Le soutien à la taxe carbone est d'autant plus fort que l'on télétravaille. Si le télétravail est en effet un **moyen de gagner du temps de transport**⁸ ils est également **source d'économies**. Le sentiment de restriction financière sur les dépenses de voiture est sensiblement plus faible chez les cadres qui travaillent chez eux. La moindre dépendance à la voiture pourrait, par ricochet, renforcer l'adhésion à la taxe carbone. En janvier 2022, 35% des personnes complètement en télétravail et 31% de ceux qui sont partiellement en télétravail la soutiennent, contre 16% de ceux qui ne sont pas en télétravail. Il convient néanmoins de préciser que le télétravail concerne avant tout les cadres et professions intellectuelles supérieures (63%) et les personnes travaillant dans les grandes entreprises*, et beaucoup moins les employés (19%) ou ouvriers (6%).

De façon plus générale, les représentations associées à la taxe carbone restent très marquées par l'idée d'une taxe sur les carburants automobiles. Ainsi, les utilisateurs de voitures sont les moins favorables (14%) à une taxe carbone alors que les cyclistes soutiennent plus fortement cette idée (36%). Cette asymétrie s'accroît, lorsqu'on prend en compte le niveau de revenu du ménage. Seulement 11% des personnes se déplaçant principalement en voiture et relevant des catégories pauvres ou modestes (D1-D3) soutiennent une taxe carbone.

Graphique 16 – Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? Selon le mode de déplacement/transport privilégié au quotidien

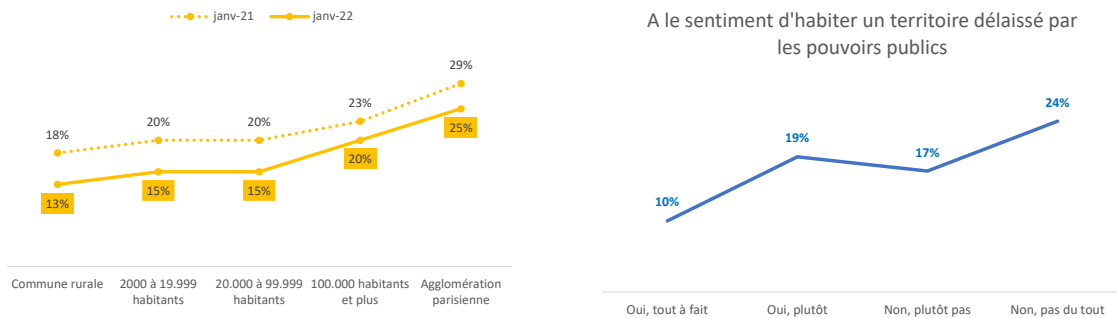


Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, janvier 2022

⁸ Il est d'autant plus présent (toutes catégories professionnelles confondues) que le temps de transport est important (33.5 minutes en moyenne pour les personnes en télétravail partiel, contre 22.3 minutes pour celles qui ne sont pas en télétravail, et 24.8 minutes en moyenne pour les actifs (hors télétravail complet))

Les réticences à l'égard d'une taxe carbone culminent par ailleurs en zone rurale et lorsque domine le sentiment qu'on habite dans un territoire délaissé par les services publics. Seulement 13% (-5 points par rapport à janvier 2021) des habitants de communes rurales (contre 25% des habitants de l'agglomération parisienne) et 10% des personnes ayant le sentiment d'habiter un territoire délaissé par les pouvoirs publics (contre 24% qui n'ont pas du tout l'impression de vivre sur un tel territoire) soutiennent la taxe carbone.

Graphique 17 – Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? Selon la taille d'agglomération (à gauche) et le sentiment de relégation territoriale (à droite)

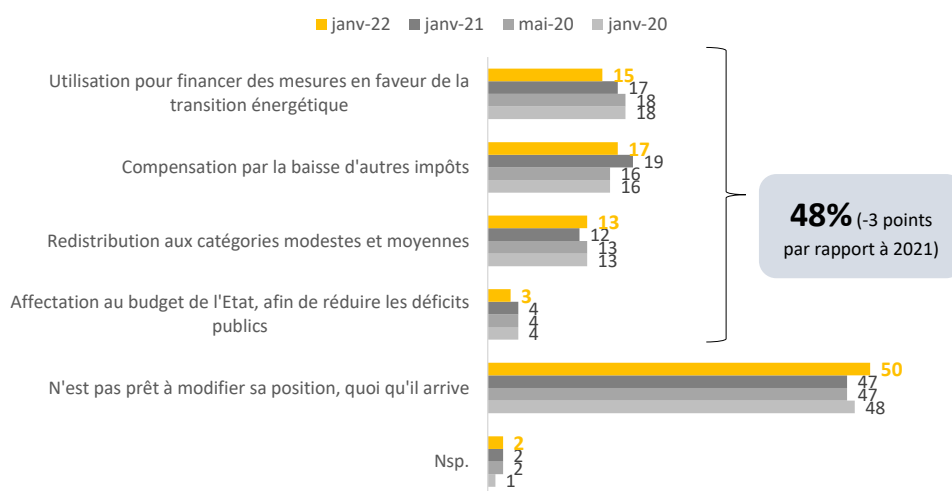


Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, janvier 2022

Savoir à quelle fin sont utilisés les impôts et les taxes est un facteur important à leur acceptation. A cet égard, on note que près de la moitié des opposants à l'introduction d'une taxe carbone changeraient d'avis si l'on conditionnait son introduction à une affectation spécifique des recettes fiscales. Par exemple, 17% des personnes initialement défavorables changeraient d'avis si la baisse d'autres impôts compensait la taxe carbone : le maintien global de la pression fiscale constitue donc la principale condition à l'adhésion à la taxe carbone. 15% des adversaires de cette taxe reviendraient sur leur décision s'ils pouvaient être assurés que les nouvelles recettes fiscales soient affectées au financement des mesures de la transition énergétique. Dans l'ensemble, près d'un opposant sur deux (48%, -3 points) changerait d'avis sous condition.

En cumulant la part des personnes favorables sans conditions à la taxe carbone (18%) et la part de celles prêtes à changer d'avis sous certaines conditions (48% des 81% de défavorables *a priori*), on obtient un total de 57% de la population favorable à la mise en place d'une taxe carbone, en recul de 4 points par rapport à janvier 2021. En population générale, la proportion de Français ne souhaitant pas changer d'avis est de 41% (soit une progression de 5 points par rapport à janvier 2021).

Graphique 18 – Seriez prêt à modifier votre position si... (en %)
 Champ : Personnes se déclarant défavorables à l'introduction d'une taxe carbone

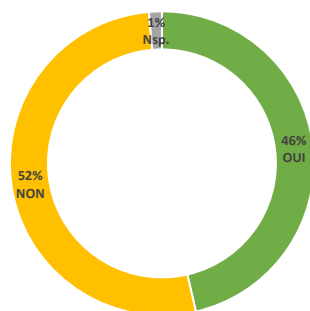


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

7. L'opinion publique partagée quant à l'introduction de quotas pour limiter les émissions de CO2

Du fait du caractère régressif de la taxe carbone, qui pèse proportionnellement davantage sur les ménages pauvres ou les classes moyennes inférieures, il pourrait être préférable pour un gouvernement de proposer des mécanismes de réglementation plutôt qu'une taxe. L'instauration de quotas individuels pour limiter les émissions de CO2 pourrait alors constituer une option. De fait, le soutien à l'introduction de tels quotas est a priori plus fort que pour la taxe carbone puisque 46% des Français soutiendraient un tel système⁹.

Graphique 19 – Pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique, on pourrait imaginer, comme alternative à l'instauration d'une taxe carbone, la mise en place d'un système de quotas sur les émissions individuelles de CO2. C'est-à-dire, chacun disposerait d'un compte individuel de crédits d'émissions CO2 à dépenser. Seriez-vous favorable à la mise en place d'un tel système de quotas individuels visant à limiter les émissions de CO2 ?

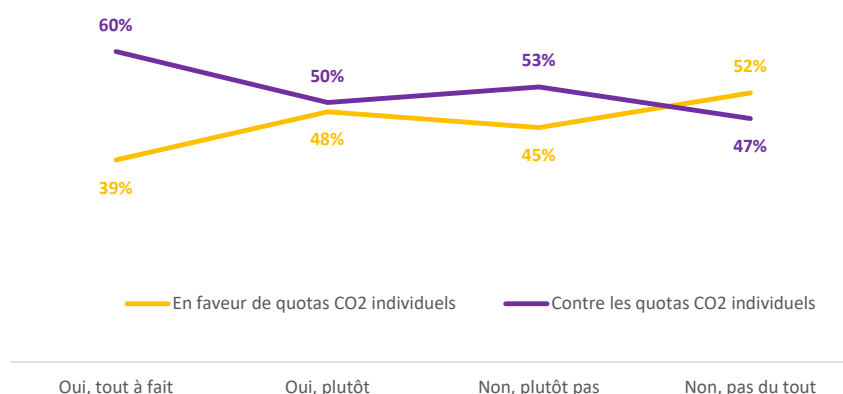


Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, janvier 2022

⁹ Notons cependant que, si la taxe carbone est désormais bien connue des Français, les mécanismes de quotas-carbone restent probablement à préciser.

L'introduction de quotas séduit les mêmes publics que ceux qui soutenaient la taxe carbone : 75% de ceux qui se disent favorables à une taxe carbone, 74% de ceux qui souhaitent que davantage de taxes soient affectées à la protection de l'environnement et 73% de ceux qui souhaitent la création d'une taxe environnementale. Et, comme pour la taxe carbone, les utilisateurs de mobilités douces soutiennent davantage les quotas individuels de CO2 : 59% des personnes utilisant majoritairement le covoiturage pour leurs trajets quotidiens, 54% des cyclistes et 53% de ceux qui se déplacent à pied. Il en va de même pour ceux qui n'ont pas le sentiment de vivre sur un territoire délaissé par les pouvoirs publics (52% y sont favorables) alors que les personnes avec un fort sentiment de relégation territoriale rejettent davantage l'idée de quotas CO2 (60% y sont défavorables) qu'ils identifient probablement comme contrainte supplémentaire pesant sur leur mobilité quotidienne.

Graphique 20 – Proportion de Français favorables à la mise en place de quotas individuels pour limiter émission CO2 Selon le sentiment de relégation territoriale*

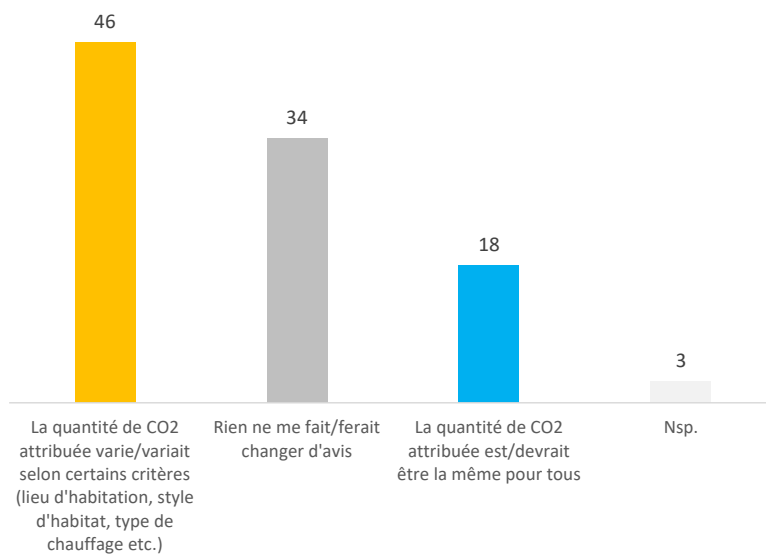


Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, janvier 2022

* Libellé : Pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique, on pourrait imaginer, comme alternative à l'instauration d'une taxe carbone, la mise en place d'un système de quotas sur les émissions individuelles de CO2. C'est-à-dire, chacun disposerait d'un compte individuel de crédits d'émissions CO2 à dépenser. Seriez-vous favorable à la mise en place d'un tel système de quotas individuels visant à limiter les émissions de CO2 ?

Interrogés sur les modalités de mise en place de quotas individuels de CO2, une majorité de Français estime que ces quotas devraient obéir à une logique de variabilité. 46% considèrent que la quantité de CO2 allouée devrait varier selon certains critères (lieu d'habitation, style d'habitat, type de chauffage etc.), alors que 18% soutiennent l'idée que la quantité de CO2 devrait être la même pour tous. 34% des Français restent réticents à l'idée même, quelle que soit la modalité de mise en place d'un tel dispositif. Les moins de 25 ans (55% contre 46% en moyenne), les diplômés du supérieur (52%), les étudiants (56%) et les cadres (51%) se disent plus souvent favorables à la mise en place de quotas de CO2 individuels sous conditions (lieu d'habitation, style d'habitat, type de chauffage). Il en va de même pour les répondants prêts à payer plus de taxes pour l'environnement (66%), dont la préoccupation principale est l'environnement (59%) ou encore ceux qui se déclarent très sensibles à l'environnement (54%).

Graphique 21 – [Si favorable à la mise en place de quotas individuels] Toujours par rapport aux quotas individuels d'émissions CO2, pensez-vous que... / [Sinon] Seriez-vous favorable aux quotas de CO2 individuels si... (en %)



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, janvier 2022

À propos du CREDOC et de l'enquête « Conditions de vie et aspirations »

Cette note a été élaborée à partir de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », un dispositif qui existe depuis 1978. La vague d'enquête de janvier 2022 a été réalisée en ligne, auprès d'un échantillon de 3 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DOM. L'échantillon est structuré de la façon suivante : grande région (12 modalités), sexe, âge (5 modalités), profession - catégorie sociale (8 modalités), taille d'agglomération (9 modalités), type de logement (individuel ou collectif). Les quotas sont déterminés à partir des données du recensement de la population le plus récent, redressées par les derniers résultats disponibles de l'enquête Emploi et du bilan démographique de l'INSEE.

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Depuis sa création, il y a maintenant plus de 60 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : consommateurs, agents de l'entreprise, acteurs de la vie sociale. Il a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur les modes de vie, opinions et aspirations des Français et s'est spécialisé dans la construction de systèmes d'information, dans les enquêtes quantitatives ad hoc, dans les enquêtes qualitatives par entretien ou réunions de groupe et dans l'analyse lexicale.

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2022

Cette note de synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC concernant la vague d'enquête de janvier 2022.

Dans un contexte économique tendu, les préoccupations environnementales reculent légèrement par rapport à l'année précédente, mais restent parmi les sujets qui inquiètent le plus nos concitoyens.

Les chantiers prioritaires au cœur des transformations futures sont clairement annoncés. Les Français souhaitent des services publics plus forts, une société avec moins d'inégalités, davantage de démocratie et un accent mis sur l'écologie ; ils pensent que la plupart de ces changements adviendront à moyen et court terme. Cependant, par rapport à la période pré-crise sanitaire, le consentement à payer des taxes dédiées à la protection de l'environnement ou une taxe carbone recule. 57% de la population se prononce néanmoins en faveur d'une taxe carbone sous conditions et près de la moitié des Français soutiendrait, par ailleurs, la mise en place de quotas individuels de CO₂.

